

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

RENÉ THÉRY

Statistiques fiscales danoises

Journal de la société statistique de Paris, tome 68 (1927), p. 137-140

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1927__68__137_0

© Société de statistique de Paris, 1927, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

VARIÉTÉ

Statistiques fiscales danoises.

Depuis quelques années plusieurs pays étrangers s'efforcent de publier une documentation précise et facile à consulter sur le rendement de leurs principaux impôts. Ils procurent ainsi aux observateurs impartiaux le moyen de dégager avec exactitude les incidences, souvent complexes, de réformes fiscales dont la portée n'apparaît pas toujours clairement au moment où elles sont décidées, et de leur étude comparative ressortiront sûrement, à la longue, des enseignements utiles, qui pourront guider, plus tard, les législateurs des nations « en mal d'argent ».

Nous avons déjà appelé l'attention des membres de la *Société de Statistique de Paris* sur les travaux remarquables établis dans cet ordre d'idées par la Confédération Helvétique: l'Administration danoise vient, à son tour, de faire paraître un opuscule du plus haut intérêt, donnant les résultats de la perception des « impôts d'État sur le revenu et sur la fortune » pendant l'exercice 1925-1926.

On y trouvera neuf tableaux, parfaitement présentés (avec traduction française de tous leurs titres), indiquant respectivement : 1^o le rendement dans les villes, en 1925-1926, des impôts d'État sur le revenu et sur la fortune (nombre de contri-

buables, revenu total, revenu imposable, produit de l'impôt sur le revenu, fortune totale, produit de l'impôt sur la fortune); 2° le rendement dans les communes rurales, pour la même année, des mêmes impôts (détaillé de façon identique); 3° la récapitulation de ces chiffres par circonscriptions fiscales (avec comparaison du nombre des contribuables et de la population totale); 4° la même récapitulation par groupes de villes et départements; 5° le nombre, par villes, des sociétés soumises aux impôts d'État sur le revenu et la fortune, avec leur revenu global, leur revenu imposable, leur fortune imposable, et le montant des impôts sur le revenu et la fortune payés par elles; 6° le montant par circonscriptions fiscales des successions non imposées clôturées; 7° l'état récapitulatif (avec discrimination entre la capitale, les villes de province et les communes rurales) du rendement, depuis 1904-1905, de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune (d'une part payés par les particuliers, d'autre part payés par les sociétés); 8° l'état récapitulatif, suivant les mêmes divisions, de l'évolution depuis 1915-1916 des divers éléments statistiques concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune; 9° la même récapitulation, depuis la même époque, des divers éléments statistiques concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune payés par les sociétés.

Cette simple énumération montre la variété et la richesse des matériaux mis de la sorte à la disposition des spécialistes des questions de finances publiques. Nous ne saurions reproduire ici les statistiques si bien groupées par l'Administration danoise; mais un résumé de quelques chiffres particulièrement caractéristiques incitera certainement nos collègues à jeter personnellement un coup d'œil sur la brochure que nous leur signalons.

Si l'on considère, d'abord, l'évolution survenue dans le revenu global et la fortune totale de la population du Danemark depuis l'exercice 1915-1916, d'une part, dans le rendement de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune (particuliers à l'exclusion des sociétés), d'autre part, on note les résultats que voici :

Évolution depuis 1915-1916 des impôts d'État du Danemark frappant les particuliers.

Exercice	Impôt sur le revenu			Impôt sur la fortune		
	Revenu total	Produit de l'impôt	Rapport de l'impôt au revenu total	Fortune totale	Produit de l'impôt	Rapport de l'impôt à la fortune totale
—	—	—	—	—	—	—
	(Millions de couronnes)		%	(Millions de couronnes)		%
1915-1916. . .	975,5	17,3	1,77	5.303,3	7,4	0,14
1916-1917. . .	1.263,9	28,5	2,26	6.002,5	8,5	0,14
1917-1918. . .	1.840,3	51,6	2,80	7.771,3	11,4	0,15
1918-1919. . .	1.922,8	47,7	2,48	8.570,7	12,7	0,15
1919-1920. . .	2.458,9	62,8	2,56	9.643,0	14,5	0,15
1920-1921. . .	3.359,3	133,0	3,96	9.910,1	50,5	0,51
1921-1922. . .	4.011,9	130,9	3,26	11.763,0	55,5	0,47
1922-1923. . .	3.368,5	80,1	2,38	10.642,0	44,7	0,42
1923-1924. . .	2.954,0	61,4	2,08	10.362,3	42,7	0,41
1924-1925. . .	3.142,9	70,7	2,25	10.565,1	42,9	0,41
1925-1926. . .	3.434,6	80,1	2,34	10.729,2	42,9	0,40

De ce tableau — dont tous les éléments autres que les pourcentages des impôts par rapport au revenu et à la fortune sont empruntés textuellement à la publication danoise — il appert : 1° que la période de la guerre mondiale a été marquée, pour le pays envisagé, par un enrichissement incontestable, traduit à la fois par une augmentation du revenu total et de la fortune des particuliers; 2° que la crise déclenchée dans le courant de 1922 a été aiguë, mais que ses effets ne se sont pas prolongés au delà de 1923; 3° qu'en 1925-1926 la prospérité était complètement rétablie (d'autant plus que la valeur-or de la couronne s'est fixée, cette année, à un niveau très supérieur à celui qu'elle atteignait en 1921-1922); 4° que, sauf les exercices 1920-1921 et 1921-1922 (durant lesquels on procéda à un énergique assainissement financier), l'effort demandé aux redevables de l'impôt sur le revenu est demeuré à peu près constant depuis 1916-1917; 5° que, par contre, on a eu beaucoup plus largement

recours que précédemment à l'impôt sur la fortune à partir de 1920-1921; 6° qu'à l'heure actuelle, même en totalisant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune, les contribuables danois (particuliers) ne sont frappés que jusqu'à concurrence de 3,58 % de leur revenu global, taux qu'envieraient sans nul doute les citoyens de beaucoup de nations, y compris la France.

Il n'est pas moins intéressant de comparer, toujours depuis 1915-1916, le montant des impôts payés d'une part par les particuliers et d'autre part par les sociétés :

Comparaison, depuis 1915-1916, des impôts d'État du Danemark frappant les particuliers et les sociétés.

Exercice	Produit de l'impôt sur le revenu			Produit de l'impôt sur la fortune		
	Particuliers	Sociétés	Total	Particuliers	Sociétés	Total
	(Millions de couronnes)					
1915-1916. . . .	17,3	2,4	19,7	7,41	0,039	7,45
1916-1917. . . .	28,5	6,9	35,4	8,48	0,032	8,51
1917-1918. . . .	51,6	10,8	62,4	11,41	0,031	11,44
1918-1919. . . .	47,7	11,0	58,7	12,69	0,029	12,71
1919-1920. . . .	62,8	23,8	86,6	14,48	0,013	14,49
1920-1921. . . .	133,0	152,7	285,7	50,51	0,101	50,61
1921-1922. . . .	130,9	72,4	203,3	55,51	0,083	55,59
1922-1923. . . .	80,1	13,2	93,3	44,71	0,079	44,79
1923-1924. . . .	61,4	16,3	77,7	42,71	0,032	42,74
1924-1925. . . .	70,7	18,6	89,3	42,91	0,036	42,94
1925-1926. . . .	80,1	17,8	97,9	42,87	0,037	42,91

On remarquera que, sauf en 1920-1921 où, par suite de mesures exceptionnelles, elles ont acquitté 53,4 % du total de l'impôt sur le revenu, et en 1921-1922, où, sous l'effet encore de ces mesures, elles en ont acquitté 35,6 %, les sociétés ont toujours, au Danemark, été soumises à un effort de fiscalité directe relativement léger : leur participation dans le produit global de l'impôt sur la fortune n'a été, au maximum, que de 0,5 % (en 1915-1916), et s'est fixée à 0,4 % en 1916-1917, 0,3 % en 1917-1918, 0,2 % en 1918-1919, et 0,09 % en 1919-1920, pour ne remonter qu'à 0,2 % en 1920-1921, 0,15 % en 1921-1922 et 0,18 % en 1922-1923, et s'abaisser ensuite à moins de 0,08 %; quant à leur participation dans le produit global de l'impôt sur le revenu, elle a été respectivement de 12,2 % en 1915-1916, 19,5 % en 1916-1917, 17,3 % en 1917-1918, 18,6 % en 1918-1919, 28,6 % en 1919-1920 est montée, ainsi que nous venons de le dire, à 53,4 % en 1920-1921 et 35,6 % en 1921-1922, puis a été ramenée à 14,1 % en 1922-1923, 21 % en 1923-1924, 20,8 % en 1924-1925, et 18,2 % en 1925-1926.

Un troisième rapprochement est encore suggestif; il met en parallèle les impôts d'État payés par la capitale, par les villes de province et par les communes rurales :

Comparaison, depuis 1915-1918, du total des impôts d'État payés au Danemark par la capitale, les villes de province, et les communes rurales.

Exercice	Sommes payées par				Rapport aux paiement totaux des versements de		
	Pensemble du pays	la capitale	les villes de province	les communes rurales	la capitale	les villes de province	les communes rurales
	(Millions de couronnes)				(Proportions %)		
1915-1916. . . .	27,1	13,4	5,0	8,7	49,4	18,5	32,1
1916-1917. . . .	43,9	24,1	7,9	11,9	54,9	18,0	27,1
1917-1918. . . .	73,8	42,8	12,5	18,5	58,0	16,9	25,1
1918-1919. . . .	71,4	39,4	12,2	19,8	55,2	17,1	27,7
1919-1920. . . .	101,1	55,9	18,4	26,8	55,3	18,2	26,5
1920-1921. . . .	336,3	239,7	40,3	56,3	71,3	12,0	16,7
1921-1922. . . .	258,9	152,2	43,2	63,5	58,8	16,7	24,5
1922-1923. . . .	138,1	72,2	24,9	41,0	52,3	17,3	30,4
1923-1924. . . .	120,4	65,9	20,8	33,7	54,7	17,3	28,0
1924-1925. . . .	132,2	71,8	23,7	36,7	54,3	17,9	27,8
1925-1926. . . .	140,8	73,4	25,6	41,8	52,1	18,2	29,7

On voit par les trois dernières colonnes de ce tableau, très aisément déduites des chiffres fournis par l'Administration, à la fois l'importance considérable que la capitale occupe dans l'activité économique du Danemark, et la régularité remarquable, dans l'ensemble, de la répartition du fardeau fiscal entre elle, les villes de province et les communes rurales; si l'on excepte, en effet, les exercices 1915-1916 (troublé par l'adaptation du pays aux nécessités de la guerre dont il fut spectateur), et 1920-1921 (faussé par l'œuvre de redressement financier), on observe que la participation de Copenhague dans le produit total des impôts d'État a varié entre un minimum de 52,1 % et un maximum de 58,8 %, celle des villes de province entre un minimum de 16,7 % et un maximum de 18,2 % et celle des communes rurales entre un minimum de 24,5 % et un maximum de 30,4 %. Une pareille stabilité est à souligner; nous serions heureux de pouvoir en profiter aussi en France!

Bien d'autres constatations se dégagent, d'ailleurs, du document sur lequel nous appelons l'attention de nos collègues; les exemples qui précèdent suffiront à leur montrer l'intérêt de semblables publications statistiques, et les détermineront certainement à souhaiter avec nous que les services de notre ministère des Finances se décident enfin à en établir à leur tour d'aussi précises.

René THÉRY,
Directeur de l'Économiste européen.
